



REGISTRE
des DELIBERATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
de GOUDELIN

Envoyé en préfecture le 23/01/2018

Reçu en préfecture le 23/01/2018

Affiché le

ID : 022-212200653-20180122-20180122002-DE

L'an deux mille dix-huit, le vingt-deux janvier à vingt heures, le conseil municipal de Goudelin, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Didier MORIN, Maire.

Convoqués :

CORBEL Michel - CORLAY Gérald - GAUVAIN Michaël - GUEGAN Yannick - ILLIEN Anne-Yvette - JEZEQUEL Fabien - KERRIEN Yvonnick - LAROSE Arnaud - LE BONHOMME Marie-Catherine - LE GARFF-TRUHAUD Francette - LE GRAND Marina - MARTIN Marie-Christine - MILON Martine - MORIN Didier - QUERRE Yann - QUINTIN Jérémie - ROPERS Isabelle - TACQUET Marie-Blanche - TROADEC Helen

Absents : Michel CORBEL (pouvoir à Robert DEROUIN), Yvonnick KERRIEN (pouvoir à Michaël GAUVAIN), Arnaud LAROSE, Marie-Christine MARTIN (pouvoir à Francette LE GARFF TRUHAUD), Martine MILON (pouvoir à Didier MORIN)

Secrétaire : Yannick GUEGAN

DELIBERATION N°20180122-002

Date de convocation : 18 janvier 2018

Date d'affichage : 23 janvier 2018

Objet : Indemnités de conseil au trésorier

Monsieur le Maire rappelle que l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 prévoit le versement volontaire par les communes et les établissements publics d'une indemnité de conseil au trésorier municipal en contrepartie de prestations d'assistance et de conseil en matière budgétaire, économique, financière et comptable. La collectivité ou l'établissement public concerné doit en faire la demande au comptable assignataire, et le principe de l'attribution de cette indemnité ainsi que son taux doivent être décidés par le conseil municipal. Ainsi, lorsque cette prestation d'assistance et de conseil est retenue, une nouvelle délibération doit être prise après chaque changement de comptable.

Le Conseil,

VU l'article 97 de la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

VU l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

VU l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

Après en avoir délibéré,

A 4 abstentions et 14 pour,

Demande le concours du receveur municipal pour assurer des prestations de conseil de d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable définies à l'article 1 de l'arrêté du 16 décembre 1983,

Envoyé en préfecture le 23/01/2018

Reçu en préfecture le 23/01/2018

Affiché le

ID : 022-212200653-20180122-20180122002-DE

Accorde l'indemnité de conseil au taux de 100 % par an,

Décide que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à Monsieur André GUYOT, receveur municipal, à compter du 1er janvier 2017,

Accorde également l'indemnité de confection des documents budgétaires pour un montant de 45,73 €.

Fait et délibéré, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,

Le Maire,

Didier MORIN

